

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 95 — 538

[C — 27108]

22 DECEMBRE 1994

Décret instituant l'Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Généralités

Article 1er. Il est créé sous la dénomination « Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture », en abrégé O.R.P.A.H., dénommé ci-après l'Office, un organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique.

Le siège de l'Office est établi à Namur.

Art. 2. L'Office a pour mission de promouvoir le développement, d'une part, des débouchés intérieurs des produits agricoles et horticoles, y compris les produits agro-alimentaires et, d'autre part, de l'image de marque de l'agriculture et de l'horticulture.

Le programme général de promotion est soumis annuellement à l'approbation du Gouvernement. A défaut de décision dans les trois mois de la réception par le Gouvernement, le programme de promotion est réputé accepté.

En cas de carence de présentation du programme avant le mois qui précède l'année civile couverte par celui-ci, les commissaires visés à l'article 9 sont habilités à prendre les mesures temporaires qui s'imposent afin d'assurer la continuité des missions de l'Office.

CHAPITRE II. — Moyens d'action

Art. 3. Les moyens d'action dévolus à l'Office en vue de l'accomplissement de sa mission sont ceux conférés en vertu de sa personnalité juridique, en ce compris le recours aux services de tiers.

Art. 4. § 1er. Sous les conditions qui seront arrêtées par le Gouvernement, l'Office peut :

- 1° recevoir des rétributions destinées à le couvrir, en tout ou en partie, de ses frais et débours;
- 2° allouer des prix ou gratifications destinés notamment à encourager et à améliorer la présentation et la qualité des produits agricoles et horticoles;
- 3° percevoir une cotisation obligatoire par produit ou groupe de produits à charge des personnes physiques et morales qui produisent, transforment, transportent, vendent ou commercialisent des produits agricoles et horticoles;
- 4° recevoir des contributions volontaires, dons et legs;
- 5° recevoir annuellement une ou des subventions du Gouvernement en vue de couvrir tout ou partie de ses frais de fonctionnement et de ses frais de promotion;
- 6° recevoir des recettes provenant du patrimoine de l'Office;
- 7° émettre des emprunts sous la garantie de la Région; les emprunts à plus de dix jours de date, que l'Office peut contracter, sont soumis à l'autorisation du Gouvernement.

§ 2. A la demande d'une des sections consultatives prévues à l'article 8 et après avis du conseil d'administration de l'Office, le Gouvernement détermine le montant et le mode de perception de la cotisation obligatoire visée à l'alinéa 1er, 3°.

CHAPITRE III. — Gestion

Art. 5. L'Office est administré par un conseil d'administration dont le Gouvernement fixe les attributions et le fonctionnement et nomme les membres. Les membres du conseil d'administration peuvent, en cas de négligence grave, être révoqués par le Gouvernement.

Le conseil d'administration est composé de dix-neuf membres, dont un président et un vice-président. Ils sont nommés pour un terme de six ans.

Leur mandat peut être renouvelé, à son expiration, chaque fois pour un nouveau terme de six ans. Le conseil d'administration se renouvelle par moitié tous les trois ans. A la fin du premier mandat de six ans, l'ordre de sortie est déterminé pour la première fois par voie de tirage au sort. Au sein de ce conseil d'administration, les représentants des organisations agricoles wallonnes à but général, des coopératives et des associations représentatives des secteurs agricole et horticole doivent disposer de la majorité des sièges.

Le Gouvernement wallon détermine la rémunération et la couverture des frais des membres du conseil d'administration.

Art. 6. L'Office est dirigé par un directeur général assisté d'un inspecteur général.

Le Gouvernement nomme et révoque le directeur général et l'inspecteur général de l'Office.

Il fixe leur statut et leurs attributions.

(1) Session 1994-1995 :

Documents du Conseil, 265 (1993-1994), nos 1 à 5.

Compte rendu intégral. Séance publique du 15 décembre 1994. Discussion.

Compte rendu intégral. Séance publique du 16 décembre 1994. Vote.

Art. 7. Au sein de l'Office est créé un comité permanent composé du président et du vice-président du conseil d'administration, du directeur général et de l'inspecteur général.

Le Gouvernement wallon en fixe les attributions et le fonctionnement sur proposition du conseil d'administration. Le comité permanent est chargé de la gestion courante de l'Office.

Art. 8. Sur proposition du conseil d'administration, le Gouvernement crée au sein de l'Office des sections consultatives dont il fixe la composition et en désigne les membres.

Ces sections consultatives sont chargées de donner des avis et d'émettre des propositions au conseil d'administration dans le cadre des actions de promotion pour les secteurs qu'elles représentent.

Le président de section assiste aux séances du conseil d'administration avec voix consultative.

Art. 9. § 1er. L'Office est soumis au contrôle du Gouvernement.

Ce contrôle est exercé à l'intervention de deux commissaires nommés par le Gouvernement qui déterminent leurs indemnités.

Les commissaires du Gouvernement ont les pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement des missions qui leur sont imposées par les §§ 2 à 5.

§ 2. Les commissaires du Gouvernement wallon assistent avec voix consultative aux réunions des organes d'administration de l'Office.

§ 3. Chaque commissaire du Gouvernement dispose de quatre jours francs pour introduire un recours contre toute décision qu'il estime contraire à la loi ou à l'intérêt général. Le recours est suspensif.

Ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que le commissaire du Gouvernement qui a pris son recours ait été régulièrement convoqué et, dans le cas contraire, à partir du jour où la décision lui a été notifiée par l'Office par lettre recommandée à la poste.

§ 4. Le commissaire du Gouvernement wallon désigné sur la proposition du Ministre du Budget contrôle en permanence sur place les opérations de l'Office qui ont une incidence comptable, financière ou budgétaire.

§ 5. Si, dans un délai de vingt jours francs commençant le même jour que le délai prévu au § 3, le Gouvernement n'a pas prononcé l'annulation, la décision devient définitive.

Le Gouvernement peut fixer des règles complémentaires d'organisation du recours prévu au présent article.

§ 6. La décision d'annulation est notifiée à l'Office par le Gouvernement.

Art. 10. Sur proposition du conseil d'administration, le Gouvernement fixe le cadre et le statut du personnel de l'Office.

L'Office recrute, nomme et révoque les agents.

L'Office peut recourir à du personnel contractuel.

Art. 11. L'Office établit annuellement son budget et le soumet à l'approbation du Gouvernement. Ce budget est communiqué à titre d'information au Conseil régional wallon en annexe du projet de budget général des dépenses de la Région wallonne.

Art. 12. Le défaut d'approbation au premier jour de l'année budgétaire ne fait pas obstacle à l'utilisation des crédits inscrits au projet de budget de l'Office, sauf s'il s'agit de dépenses d'un principe nouveau que le budget de l'année précédente ne contenait pas.

Art. 13. Les transferts et dépassements de crédits portés au budget de l'Office doivent être autorisés par le Gouvernement wallon.

Si les dépassements de crédits envisagés entraînent une intervention financière de la Région supérieure à l'intervention prévue initialement dans le budget de celle-ci, ils devront être préalablement approuvés par l'inscription d'un crédit correspondant dans le budget général des dépenses de la Région wallonne.

Art. 14. § 1er. Le Gouvernement détermine les règles relatives à la comptabilité, à la reddition des comptes ainsi qu'aux situations et rapports périodiques de l'Office.

§ 2. L'Office présente au Gouvernement des situations périodiques et, pour le 30 avril au plus tard, un rapport sur ses activités de l'année antérieure.

A l'initiative du Gouvernement, ce rapport est transmis au Conseil régional wallon dans l'année qui suit l'exercice budgétaire annuel auquel il se rapporte.

§ 3. L'Office dresse, pour le 30 avril au plus tard, le compte annuel d'exécution de son budget, ainsi qu'une situation active et passive au 31 décembre de l'année considérée.

§ 4. Les comptes de l'Office sont arrêtés par le Gouvernement wallon sur proposition du conseil d'administration.

Art. 15. Les excédents annuels des recettes, autres que celles provenant de la dotation régionale, sont versés à un fonds de réserve.

Les dépenses du fonds sont celles qui découlent de l'exécution du programme général de promotion visé à l'article 2, alinéa 2.

L'engagement et l'ordonnancement de dépenses à charge du fonds sont effectués par l'Office.

Art. 16. Le Gouvernement détermine parmi les membres du personnel, les biens, les droits et obligations de l'Office national des débouchés agricoles et horticoles transférés à la Région wallonne, ceux transférés à l'Office, dans les limites de la mission visée à l'article 2, alinéa 1er.

Ce personnel conserve la qualité, l'ancienneté, la rémunération et les avantages liés à l'exercice de la fonction pour autant que les conditions de leur octroi subsistent dans l'Office.

Art. 17. La dissolution de l'Office ne peut être décidée que par décret. Celui-ci règle le mode de liquidation. L'actif net existant à la liquidation de l'Office est versé au budget des recettes de la Région wallonne.

Art. 18. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Namur, le 22 décembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique,
de l'Emploi et de la Formation professionnelle,
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports,
A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINLAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 95 — 538

{C — 27108}

22. DEZEMBER 1994. — Dekret zur Errichtung
des « Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture »
(Regionales Amt zur Förderung der Landwirtschaft und des Gartenbaus) (1)

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I. — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1. Es wird unter der Bezeichnung « Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture », abgekürzt O.R.P.A.H., nachstehend das Amt genannt, eine Einrichtung öffentlichen Interesses mit der Rechtspersönlichkeit errichtet.

Der Sitz des Amtes wird in Namur festgelegt.

Art. 2. Das Amt ist damit beauftragt, die Entwicklung einerseits der inneren Absatzmärkte der landwirtschaftlichen und Gartenbauprodukte, einschließlich der Nahrungsmittel landwirtschaftlicher Herkunft, und andererseits, des Ansehens der Landwirtschaft und des Gartenbaus zu fördern.

Das allgemeine Förderungsprogramm wird jährlich der Regierung zur Genehmigung vorgelegt. In Ermangelung eines Beschlusses innerhalb von drei Monaten nach Empfang durch die Regierung, gilt das Förderungsprogramm als angenommen.

Falls das Programm bis zum Monat vor dem durch dieses Programm gedeckten Kalenderjahr nicht vorgelegt wird, sind die in Artikel 9 erwähnten Kommissare berechtigt, die notwendigen zeitweiligen Maßnahmen zu treffen, um die Kontinuität der Aufgaben des Amtes zu gewährleisten.

KAPITEL II. — Durchführungsmöglichkeiten

Art. 3. Die dem Amt gewährten Möglichkeiten, um seine Aufgabe zu erfüllen, sind diejenigen, die ihm aufgrund seiner Rechtspersönlichkeit erteilt werden, einschließlich der Inanspruchnahme der Dienste von Drittpersonen.

Art. 4. § 1. Unter den Bedingungen, die durch die Regierung festgelegt werden, ist das Amt zum folgenden berechtigt:

1° Vergütungen erhalten, die dazu bestimmt sind, seine Lasten und Auslagen ganz oder teilweise abzudecken;

2° Preise oder Sonderzuwendungen verleihen, die insbesondere zur Förderung und zur Verbesserung der Aufmachung und der Qualität der landwirtschaftlichen und Gartenbauprodukte bestimmt sind;

(1) Sitzungsperiode 1994-1995:

Dokumente des Rates 265 (1993-1994) Nrn. 1 bis 5.

Ausführlicher Bericht. Öffentliche Sitzung vom 15. Dezember 1994. Diskussion.

Ausführlicher Bericht. Öffentliche Sitzung vom 18. Dezember 1994. Abstimmung

3° einen Pflichtbeitrag je Produkt oder je Gruppe von Produkten zu Lasten der natürlichen und juristischen Personen einnehmen, die landwirtschaftliche und Gartenbauprodukte erzeugen, verarbeiten, befördern, verkaufen oder vermarkten;

4° freiwillige Beiträge, Spenden und Vermächtnisse erhalten;

5° jährlich einen oder mehrere Zuschüsse der Regierung erhalten, um seine Verwaltungs- und Förderungskosten ganz oder teilweise abzudecken;

6° Einnahmen aus dem Vermögen des Amtes erhalten;

7° Anleihen mit der Bürgschaft der Region auflegen; die Anleihen auf mehr als 10 Tage a dato, die das Amt aufnehmen darf, sind der Genehmigung der Regierung unterworfen.

§ 2. Auf Antrag einer der in Artikel 8 vorgesehenen Beratungsabteilungen hin und nach Begutachtung durch den Verwaltungsrat des Amtes bestimmt die Regierung den Betrag und die Erhebungsart des in Absatz 1 3° erwähnten Pflichtbeitrags.

KAPITEL III. — Verwaltung

Art. 5. Das Amt wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, dessen Zuständigkeiten und dessen Arbeitsweise die Regierung festlegt. Die Mitglieder des Verwaltungsrats werden durch die Regierung ernannt. Sie können im Falle einer groben Fahrlässigkeit durch die Regierung abgesetzt werden.

Der Verwaltungsrat setzt sich zusammen aus neunzehn Mitgliedern, von denen ein Vorsitzender und ein stellvertretender Vorsitzender. Sie werden für eine Dauer von sechs Jahren ernannt.

Nach dessen Ablauf kann ihr Mandat jedesmal für eine weitere Dauer von sechs Jahren verlängert werden. Der Verwaltungsrat wird alle drei Jahre zur Hälfte erneuert. Nach Ablauf des ersten sechsjährigen Mandats wird beim ersten Mal die Reihenfolge des Austritts durch Auslosung bestimmt. Innerhalb dieses Verwaltungsrats müssen die Vertreter der wallonischen landwirtschaftlichen Vereinigungen mit allgemeinem Zweck, der kooperativen Gesellschaften und der repräsentativen Vereinigungen des Landwirtschafts- und Gartenbausektors über die Mehrheit der Sitze verfügen.

Die Wallonische Regierung legt die Vergütung und die Deckung der Kosten der Mitglieder vom Verwaltungsrat fest.

Art. 6. Das Amt wird von einem Generaldirektor, dem ein Generalinspektor zur Seite steht, geführt.

Der Generaldirektor und der Generalinspektor des Amtes werden durch die Regierung ernannt und abgesetzt.

Sie legt ihr Statut und ihre Zuständigkeiten fest.

Art. 7. Innerhalb des Amtes wird ein ständiger Ausschuss errichtet, der sich aus dem Vorsitzenden und dem stellvertretenden Vorsitzenden des Verwaltungsrats, dem Generaldirektor und dem Generalinspektor zusammensetzt.

Die Wallonische Regierung legt die Zuständigkeiten und die Arbeitsweise dieses Ausschusses auf Vorschlag des Verwaltungsrats fest. Der ständige Ausschuss wird mit der laufenden Verwaltung des Amtes beauftragt.

Art. 8. Auf Vorschlag des Verwaltungsrats errichtet die Regierung innerhalb des Amtes Beratungsabteilungen; sie legt deren Zusammensetzung fest und bezeichnet deren Mitglieder.

Diese Beratungsabteilungen werden damit beauftragt, Gutachten abzugeben und dem Verwaltungsrat Vorschläge im Rahmen der Förderungsaktionen für die von ihnen vertretenen Sektoren zu machen.

Der Abteilungsvorsitzende wohnt den Sitzungen des Verwaltungsrats mit beratender Stimme bei.

Art. 9. § 1. Das Amt ist der Aufsicht der Regierung unterworfen.

Diese Aufsicht wird durch Vermittlung von zwei durch die Regierung ernannten Kommissaren ausgeübt; die Vergütungen dieser Kommissare werden von der Regierung festgelegt.

Die Kommissare der Regierung haben die weitreichendsten Befugnisse zur Erfüllung der Aufgaben, die ihnen durch die §§ 2 bis 5 auferlegt werden.

§ 2. Die Kommissare der Wallonischen Regierung wohnen mit beratender Stimme den Versammlungen der Verwaltungsorgane des Amtes bei.

§ 3. Jeder Kommissar der Regierung verfügt über vier volle Tage, um einen Einspruch gegen jeden Beschluß, den er für gesetzwidrig oder dem öffentlichen Interesse zuwiderlaufend hält, einzulegen. Der Einspruch hat aufschiebende Wirkung.

Diese Frist läuft ab dem Tag der Versammlung, bei der der Beschluß gefaßt worden ist, vorausgesetzt, daß der Kommissar der Regierung, der Einspruch erhoben hat, ordentlich berufen worden ist; wenn dies nicht der Fall ist, läuft die Frist ab dem Tag, an dem der Beschluß ihm durch das Amt per Einschreiben mitgeteilt worden ist.

§ 4. Der Kommissar der Regierung, der auf Vorschlag des Ministers des Haushalts bezeichnet wird, kontrolliert ständig an Ort und Stelle die Geschäfte des Amtes, die eine Auswirkung auf die Buchführung, auf die Finanzen oder auf den Haushalt haben.

§ 5. Wenn innerhalb einer Frist von zwanzig vollen Tagen, die am selben Tag wie die in § 3 erwähnte Frist anfängt, die Regierung die Nichtigkeitserklärung nicht verkündet hat, wird der Beschluß endgültig.

Die Regierung kann zusätzliche Regeln für die Organisierung des im vorliegenden Artikel vorgesehenen Einspruchsverfahrens festlegen.

§ 6. Der Beschluß zur Nichtigkeitserklärung wird dem Amt durch die Regierung bekanntgemacht.

Art. 10. Auf Vorschlag des Verwaltungsrats setzt die Regierung den Stellenplan und den Statut des Personals des Amtes fest.

Das Amt wirbt die Bediensteten an, ernennt sie und setzt sie ab.

Das Amt kann Vertragspersonal anstellen.

Art. 11. Das Amt setzt jährlich seinen Haushalt fest, und legt ihn der Regierung zur Genehmigung vor. Dieser Haushalt wird dem Wallonischen Regionalrat als Anlage zum Entwurf des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Regierung zur Information übermittelt.

Art. 12. Wenn der Haushalt am ersten Tag des Haushaltsjahrs noch nicht genehmigt worden ist, bildet es kein Hindernis zur Anwendung der Kredite, die im Haushalt des Amtes eingetragen sind, außer wenn es sich um Ausgaben eines neuen Prinzips handelt, die im Haushalt des vorigen Jahres nicht enthalten waren.

Art. 13. Die Kreditübertragungen und -überschreitungen, die in den Haushaltsplan des Amtes eingetragen werden, müssen durch die Wallonische Regierung genehmigt werden.

Wenn die geplanten Kreditüberschreitungen eine größere finanzielle Beteiligung der Region als die anfangs im Haushalt der Region vorgesehene Beteiligung erfordern, müssen sie vorher durch die Eintragung eines entsprechend-n Kredits in den allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan der Wallonischen Region genehmigt werden.

Art. 14. § 1. Die Regierung setzt die Regeln bezüglich der Buchführung, der Rechnungslegung sowie der Periodeabrechnungen und -berichte des Amtes fest.

§ 2. Das Amt legt dem Gouverneur Periodeabrechnungen, und spätestens bis zum 30. April einen Bericht über seine Tätigkeiten des vorigen Jahres vor.

Auf Initiative der Regierung wird dieser Bericht dem Wallonischen Regionalrat innerhalb des Jahres nach dem Haushaltsjahr, auf das er sich bezieht, übermittelt.

§ 3. Das Amt erstellt spätestens bis zum 30. April die Jahresabrechnung seiner Haushaltsdurchführung, sowie einen Bericht der aktiven und passiven Lage am 31. Dezember des berücksichtigten Jahres.

§ 4. Die Rechnungen des Amtes werden durch die Wallonische Regierung auf Vorschlag des Verwaltungsrats abgeschlossen.

Art. 15. Die jährlichen Überschüsse der anderen Ausgaben als die Ausgaben aus der regionalen Dotation, werden einem Reservefonds zugeführt.

Die Ausgaben aus dem Fonds sind diejenigen, die infolge der Durchführung des in Artikel 2 Absatz 2 erwähnten allgemeinen Förderungsprogramms vorgenommen werden.

Die Verpflichtungs- und die Zahlungsanweisungen der Ausgaben zu Lasten des Fonds werden durch das Amt vorgekommen.

Art. 16. Die Regierung bestimmt welche, unter den an die Wallonische Region übertragenen bzw. versetzten Personalmitgliedern, Gütern, Ansprüchen und Verpflichtungen des « Office national des débouchés agricoles et horticoles » (Nationalen Amtes für Landwirtschaftliche Absatzmärkte) im Rahmen der in Artikel 2 Absatz 1 erwähnten Aufgabe an das Amt übertragen bzw. versetzt werden.

Dieses Personal behält die Eigenschaft, das Dienstalter, das Gehalt und die Vorteile, die mit der Ausübung seines Amtes verbunden sind, vorausgesetzt, daß die Bedingungen ihrer Gewährung bei dem Amt weiterbestehen.

Art. 17. Die Auflösung des Amtes darf nur durch ein Dekret beschlossen werden. Dieses Dekret regelt die Art der Liquidation.

Die reinen Aktiva, die bei der Liquidation bestehen, werden dem Einnahmenhaushalt zugeführt.

Art. 18. Das vorliegende Dekret tritt am von der Regierung festgesetzten Tag in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 22. Dezember 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Technologischen Entwicklung, der Wissenschaftlichen Forschung,
der Beschäftigung und der Berufsbildung,
A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,
B. ANSELME

Der Minister der Raumordnung, des Erbes und des Transportwesens,
A. BAUDSON

Der Minister der öffentlichen Arbeiten,
J.-P. GRAFE

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 95 — 538

22 DECEMBER 1994

[C — 27108]

Decreet tot oprichting van de « Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture »
(Gewestelijke Dienst voor de promotie van de land- en tuinbouw) (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. Er wordt een instelling van openbaar nut met rechtspersoonlijkheid opgericht onder de benaming « Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture » (Gewestelijke Dienst voor de promotie van de land- en tuinbouw), O.R.P.A.H. afgekort en hierna volgend de Dienst genoemd.

De zetel van de Dienst is gevestigd te Namen.

Art. 2. De Dienst heeft als opdracht de promotie van de ontwikkeling van enerzijds de binnenlandse afzet van de land- en tuinbouwproducten, de agrovoceding inbegrepen, en anderzijds de merkpersoonlijkheid van de land- en tuinbouw.

Het algemeen promotieprogramma wordt jaarlijks voorgelegd aan de goedkeuring van de Regering. Bij gebreke van beslissing binnen drie maanden nadat de Regering het ontvangen heeft, wordt het programma geacht goedgekeurd te zijn.

In lien het programma niet voorgesteld wordt voor de maand die het kalenderjaar van zijn toepassing voorafgaat, zijn de in artikel 9 bedoelde commissarissen gemachtigd de gepaste tijdelijke maatregelen te treffen om de voortzetting van de opdrachten van de Dienst te verzekeren.

HOOFDSTUK II. — *Actiemiddelen*

Art. 3. De aan de Dienst toegekende actiemiddelen voor de uitvoering van zijn opdracht zijn die die hem toegekend zijn krachtens zijn rechtspersoonlijkheid, met inbegrip van het beroep op diensten van derden.

Art. 4. § 1. Onder de door de Regering te bepalen voorwaarden kan de Dienst :

- 1° bezoldigingen ontvangen om zijn kosten en uitgaven, geheel of ten dele, te dekken;
- 2° prijzen of beloningen uitreiken om onder meer de presentatie en de kwaliteit van land- en tuinbouwproducten aan te moedigen en te verbeteren;
- 3° een verplichte bijdrage innen per produkt of per groep van produkten ten laste van de natuurlijke en rechtspersonen die land- en tuinbouwproducten vervaardigen, verwerken, vervoeren, verkopen of in de handel brengen;
- 4° vrijwillige bijdragen, schenkingen en legaten ontvangen;
- 5° jaarlijks een toelage of toelagen van de Regering ontvangen om zijn werkings- en promotiekosten geheel of gedeeltelijk te dekken;
- 6° ontvangsten voortkomend uit het patrimonium van de Dienst ontvangen;
- 7° leningen met de waarborg van het Gewest uitgeven; de leningen met meer dan tien dagen geldlening die de Dienst aangaat zijn onderworpen aan de machtiging van de Regering.

§ 2. Op verzoek van een van de in artikel 3 bedoelde raadgevende sectie en na advies van de raad van bestuur van de Dienst bepaalt de Regering het bedrag en de wijze van de inning van de in het eerste lid, 3°, bedoelde verplichte bijdrage.

HOOFDSTUK III. — *Beheer*

Art. 5. De Dienst wordt beheerd door een raad van bestuur waarvan de Regering de bevoegdheden en de werking bepaalt en de leden benoemt. De leden van de raad van bestuur kunnen, in geval van ernstige nalatigheid, door de Regering ontslagen worden.

De raad van bestuur bestaat uit negentien leden, onder wie een voorzitter en een ondervoorzitter. Zij worden benoemd voor een termijn van zes jaar.

Bij verloop van hun mandaat kan het vernieuwd worden, telkens voor een termijn van zes jaar. De raad van bestuur wordt voor de helft om de drie jaar vernieuwd. Op het einde van het eerste mandaat van zes jaar wordt de uitredingsvolgorde voor de eerste keer bij loting bepaald. Binnen deze raad van bestuur moeten de vertegenwoordigers van de Waalse algemene landbouworganisaties, de coöperatieve vennootschappen en de representatieve verenigingen van de landbouw- en tuinbouwsectoren over de meerderheid van de zetels beschikken.

De Waalse Regering bepaalt de bezoldiging en de dekking van de kosten van de leden van de raad van bestuur.

Art. 6. Een directeur-generaal bijgestaan door een inspecteur-generaal staat aan het hoofd van de Dienst. De Regering benoemt en ontslaat de directeur-generaal en de inspecteur-generaal van de Dienst. Zij bepaalt hun statuut en hun bevoegdheden.

Art. 7. Binnen de Dienst wordt er een vast comité opgericht, dat samengesteld is uit de voorzitter en de ondervoorzitter van de raad van bestuur, de directeur-generaal en de inspecteur-generaal.

Op de voordracht van de raad van bestuur bepaalt de Waalse Regering de bevoegdheden en de werking ervan. Het vast comité is belast met het dagelijks beheer van de Dienst.

(1) *Zitting 1994-1995 :*

Stukken van de Raad, 265 (1993-1994), nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag. Openbare zitting van 15 december 1994. Bespreking.

Volledig verslag. Openbare zitting van 16 december 1994. Stemming.

Art. 8. Op de voordracht van de raad van bestuur richt de Waalse Regering binnen de Dienst raadgevende secties op, waarvan zij de samenstelling bepaalt en de leden aanduidt. Deze raadgevende secties moeten adviezen geven en voorstellen doen aan de raad van bestuur in het raam van de promotieacties voor de sectoren die zij vertegenwoordigen.

De sectievoorzitter woont de vergaderingen van de raad van bestuur bij met raadgevende stem.

Art. 9. § 1. De Dienst is onderworpen aan de controle van de Regering.

Deze controle wordt uitgevoerd door twee commissarissen benoemd door de Regering die hun vergoedingen bepaalt.

De Regeringscommissarissen beschikken over de meest uitgebreide bevoegdheden om de taken uit te voeren die hen opgelegd zijn krachtens §§ 2 tot 5.

§ 2. De commissarissen van de Waalse Regering wonen de vergaderingen van de bestuursorganen van de Dienst bij met raadgevende stem.

§ 3. Iedere Regeringscommissaris beschikt over vier vrije dagen om een beroep in te dienen tegen elke beslissing die hij acht tegenstrijdig te zijn met de wet of het algemeen nut. Het beroep is schorsend.

Deze termijn loopt vanaf de dag van de vergadering tijdens welke de beslissing genomen werd voor zover de in beroep gaande Regeringscommissaris regelmatig uitgenodigd werd en, in het tegenovergestelde geval, vanaf de dag waarop de beslissing hem door de Dienst per aangetekende brief bekendgemaakt werd.

§ 4. De op de voordracht van de Minister van Begroting aangestelde commissaris van de Waalse Regering houdt ter plaatse een voortdurend toezicht op de verrichtingen van de Dienst die de boekhouding, de financiën of de begroting beïnvloeden.

§ 5. Indien, binnen een termijn van twintig vrije dagen die begint op dezelfde dag als de termijn voorzien in § 3 de Regering de nietigverklaring niet uitgesproken heeft, wordt de beslissing definitief.

De Regering kan bijkomende regels vaststellen voor de organisatie van het in dit artikel voorziene beroep.

§ 6. De beslissing van nietigverklaring wordt door de Regering aan de Dienst bekendgemaakt.

Art. 10. Op de voordracht van de raad van bestuur bepaalt de Regering de personeelsformatie en het statuut van het personeel van de Dienst.

De Dienst werft, benoemt en ontslaat de agenten.

De Dienst kan beroep doen op contractueel personeel.

Art. 11. De Dienst maakt jaarlijks zijn begroting op en legt ze ter goedkeuring aan de Regering voor. Deze begroting wordt ter informatie aan de Waalse Gewestraad als bijlage bij het ontwerp van de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest gevoegd.

Art. 12. Het niet goedkeuren op de eerste dag van het begrotingsjaar belet niet het gebruik van de kredieten ingeschreven op het begrotingsontwerp van de Dienst, behalve indien het uitgaven zijn van een nieuw principe die niet in de begroting van het vorig jaar begrepen waren.

Art. 13. De overmakingen en de overschrijdingen van kredieten ingeschreven op de begroting van de Dienst moeten gemachtigd worden door de Waalse Regering.

Indien de geplande kredietoverschrijdingen tot gevolg hebben dat de financiële bijdrage van het Gewest hoger is dan de bijdrage oorspronkelijk voorzien in de begroting ervan, moeten zij voorafgaand goedgekeurd worden door de inschrijving van een evenredig krediet in de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest.

Art. 14. § 1. De Regering bepaalt de regels betreffende de boekhouding, de rekening en verantwoording, alsmede de periodieke toestanden en verslagen van de Dienst.

§ 2. De Dienst legt periodieke toestanden voor aan de Regering en, ten laatste voor 30 april, een verslag over zijn activiteiten tijdens het vorig jaar.

Op initiatief van de Regering wordt dit verslag overgemaakt aan de Waalse Gewestraad binnen het jaar na het jaarlijks begrotingsjaar waarop het betrekking heeft.

§ 3. Ten laatste voor 30 april maakt de Dienst de jaarlijkse uitvoeringsrekening van zijn begroting op, alsmede een balans van de activa en passiva op 31 december van het betrokken jaar.

§ 4. De rekeningen van de Dienst worden door de Waalse Regering afgesloten op de voordracht van de raad van bestuur.

Art. 15. De jaarlijkse overschotten van ontvangsten, die niet voortkomen uit de gewestelijke dotatie worden in een reservefonds gestort.

De uitgaven van het fonds zijn dewelke voortkomend uit de uitvoering van het algemeen promotieprogramma bedoeld in artikel 2, 2e lid.

De vastlegging en de opdracht van betaling van uitgaven ten laste van het fonds worden door de Dienst uitgevoerd.

Art. 16. De Regering bepaalt onder de personeelsleden, de goederen, rechten en plichten van de aan het Waalse Gewest overgedragen « Office national des débouchés agricoles et horticoles » (Nationale Dienst voor afzet van land- en tuinbouwprodukten), dewelke overgedragen worden aan de Dienst binnen de grenzen van de in artikel 2, 1e lid, bedoelde opdracht.

Dit personeel behoudt de hoedanigheid, de anciënniteit, de bezoldiging en de voordelen verbonden aan de uitoefening van hun functie voor zover de voorwaarden van hun toekenning in de Dienst blijven gelden.

Art. 17. De ontbinding van de Dienst kan enkel bij wijze van een decreet besloten worden. Het regelt de voorwaarden van de ontbinding.

Het nettoactief dat bestaat op het ogenblik van de ontbinding van de Dienst wordt gestort op de begroting van de ontvangsten van het Waalse Gewest.

Art. 18. Dit decreet treedt in werking op de datum vastgesteld door de Regering.
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 22 december 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek,
Tewerkstelling en Beroepsopleiding,

A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,

B. ANSELME

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer,

A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,

J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

F. 05 — 539

[C — 27111]

**22 DECEMBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant application du décret du 22 décembre 1994
instituant l'Office régional de promotion de l'agriculture et organisant sa gestion**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture (ORPAH);

Vu les lois sur le conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le transfert des compétences de l'Office national des débouchés agricoles et horticoles est effectif au 1er janvier 1994 de par l'exécution de la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Considérant que la dissolution dudit Office national intervient au 30 décembre 1994;

Considérant qu'il est impératif que soient prises sans délai les mesures permettant la gestion de l'Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture et de son personnel afin d'éviter toute discontinuité dans l'exercice des compétences transférées;

Sur proposition du Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget, et du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1er. Des attributions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration assure la gestion de l'Office et dispose à cet effet de tous les pouvoirs nécessaires.

Le conseil d'administration peut soumettre au Gouvernement des propositions de modification de texte dont il est chargé de l'application. Il est tenu d'y joindre les éventuelles implications budgétaires. Il peut aussi adresser des avis sur toute proposition ou projet de texte concernant la législation qu'il est chargé d'appliquer.

Le conseil d'administration propose au Gouvernement la composition et les modalités de fonctionnement des sections consultatives. Il soumet annuellement à l'approbation du Gouvernement le programme général de promotion. Ce programme est présenté avant le mois qui précède l'année civile couverte par celui-ci.

Le conseil d'administration autorise toutes les actions judiciaires. Le conseil d'administration organise ses services, il contrôle et vérifie les opérations et écritures. Il propose au Gouvernement ceux de ses pouvoirs qu'il veut déléguer au comité permanent en vue de la gestion courante de l'Office.

Art. 2. Du fonctionnement du conseil d'administration.

Sur proposition du comité permanent, le conseil d'administration fixe son règlement d'ordre intérieur qui prévoit notamment :

1° les règles concernant la convocation du conseil à la demande du Ministre ayant l'agriculture dans ses attributions ou de son commissaire, du président ou de la personne chargée de la gestion de l'Office ou de cinq membres;

2° les règles relatives à la présidence en cas d'absence ou d'empêchement du président et du vice-président;

3° la présence d'au moins la moitié des membres pour délibérer valablement, ainsi que les modalités de vote au sein du conseil;